COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
Du 23 au 29 avril 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

- **Sécurité Alimentaire……4**

- **VERS LA RELANCE DU COMMERCE RÉGIONAL DE PRODUITS AGRICOLES : MADAGASCAR LE « GRENIER DE L'OCÉAN INDIEN »**
- **Le COI présente son Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (PRESAN)**
- **PRESAN : UN PROGRAMME REGIONAL A 140 MILLIONS USD**
- **La Coi veut faire de Madagascar le grenier de l'Indianocéanie**
- **Sécurité alimentaire : présentation du programme Presan**
- **Economie……14**
- **Interview of Marjaana Sall: "We want to support the high income aspirations of the government"**

- **Coopération Régionale……16**
- **la coi s'associe à l'ATD quart-Monde pour lutter contre la pauvreté**
- **ATD Quart Monde organise une rencontre régionale**
- **INTERREG V-OCÉAN INDIEN : Lutchmeenaraidoo en mission à La Réunion**
- **LA RÉUNION—INTERREG V "OCÉAN INDIEN": Collendavelloo a rejoint la délégation mauricienne**

- **Changement Climatique……22**

- **CHANGEMENT CLIMATIQUE : « Maurice parmi les 15 pays ayant signé et ratifié l'Accord de Paris » selon le ministre Alain Wong**
- **La France veut renforcer les relations bilatérales avec Maurice**
- **Seychelles signs landmark Paris Agreement on climate change**

- **Santé……27**
- **Dengue : 20 nouveaux cas à La Réunion**

- **Virus Zika : l'ARS confirme un second cas importé à La Réunion**
- **Biodiversité……29**
- **Nos coraux n'échappent pas à l'influence d'El Niño**

- **Conférence sur la Communication, diplomatie et stabilité politique par D. Wolton……31**
- **Dominique Wolton, spécialiste des médias anime deux conférences à Maurice**
- **"The plurality of democratic models has created conflicts" - Dominique Wolton**

- **Tourisme……32**
- **Emirates renouvelle son soutien à l'industrie du tourisme de l'Île Maurice**

Témoignages

VERS LA RELANCE DU COMMERCE RÉGIONAL DE PRODUITS AGRICOLES : MADAGASCAR LE « GRENIER DE L'OCÉAN INDIEN »

28 avril 2016

Dans un communiqué conjoint, la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) rendent compte de la présentation de la stratégie de sécurité alimentaire de l'organisation régionale le 26 avril dernier à Madagascar. Le Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (PRESAN) vise à atteindre l'autosuffisance en rétablissant Madagascar dans son rôle de grenier de l'océan Indien. On lira ci-après ce communiqué, avec des inter-titres de Témoignages.



Le PRESAN a été adopté lors du dernier Conseil des ministres qui a ouvert la présidence française de la COI.

Un atelier était organisé mardi 26 avril par la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Madagascar pour présenter le « Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle » (PRESAN) aux principaux bailleurs et partenaires techniques qui travaillent au développement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Indianocéanie.

Ce Programme régional PRESAN est la résultante d'une collaboration étroite de la COI et de la FAO. Il s'inscrit dans la continuité des réflexions de la COI lors de la conférence de Mahajanga de mars 2013 et de la Conférence des bailleurs pour la sécurité alimentaire tenue à Antananarivo en février 2015.

Son objectif est de contribuer activement à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Indianocéanie en faisant de Madagascar le « grenier de l'océan Indien ». Cet objectif, chiffré à 150 millions de dollars sur cinq ans, passe par l'accroissement des productions agricoles d'intérêt régional, par l'augmentation de leur productivité, la réduction de la dépendance régionale aux importations de produits agricoles et alimentaires, la relance d'un commerce intra-régional de produits agricoles et halieutiques et la mise en place d'une réponse adaptée à l'insécurité nutritionnelle.

Soutien de tous les États membres

Les Etats membres de la COI ont validé techniquement le PRESAN le 11 janvier 2016 lors d'une réunion de travail organisée conjointement par la FAO et la COI à Antananarivo.

Pour assurer la mise en œuvre de ce Programme Régional, il a été institué également une « Unité Régionale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle » de la COI (COI-URSAN) dont le siège sera à Antananarivo. L'Accord de siège, qui fixe les privilèges et immunités diplomatiques de cette Unité de Coordination, a été signé entre le Gouvernement Malgache et la Commission de l'océan Indien le 18 février 2016, en présence d'Hery Rajaonarimampianina, Président de la République de Madagascar.

À Saint Denis de La Réunion, le 26 février 2016, le PRESAN a été adopté officiellement par la COI lors de son 31e Conseil des ministres.

Ce Programme a également été présenté à Abidjan le 6 avril au directeur général de la FAO et aux ministres africains de l'agriculture et des pêches dans le cadre de la 29e Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique.

« Le PRESAN tire les leçons d'expériences antérieures menées en Afrique continentale et s'intègre dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD. Ses instruments d'action ont été conçus pour inciter les acteurs publics et privés des différents Etats membres à joindre leurs efforts dans le strict respect du principe de subsidiarité et donc dans la limite d'actions à vocation régionale », a souligné le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac. Et le Ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage à Madagascar, Rivo Rakotovao, d'affirmer qu'« il s'agit de donner à manger, d'accroître les revenus et donc de lutter contre la pauvreté » et que « le Gouvernement de Madagascar renforce sa volonté d'aller vers la concrétisation de ce programme, et d'en constituer un des piliers ».

Aide financière de l'Allemagne

Pour soutenir l'élan engagé, la consultation des bailleurs et partenaires techniques constituait un préalable indispensable à leur engagement financier dans le PRESAN. A cet égard, l'appui technique et la formulation du PRESAN ont été réalisés grâce à un financement de la Coopération Allemande dans le cadre de ses programmes de développement Agricole en Afrique sub-saharienne.

Le PRESAN sera abordé à nouveau, du 30 mai au 2 juin prochain, à Maurice, à l'occasion d'un atelier de renforcement des capacités en nutrition et développement agricole de la FAO établi à l'attention des Etats membres de la COI. Dans la droite ligne de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de juin 2012 qui reconnaît le cas particulier des Petits Etats insulaires en développement (PEID) dans la problématique du développement durable, et comme l'a rappelé le Représentant de la FAO, Patrice Talla Takoukam, « la FAO soutient activement les PEID dans leurs efforts de développement durable liés à la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture ».

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/vers-la-relance-du-commerce-regional-de-produits-agricoles,86108



La COI présente son Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (PRESAN)

- Un atelier était organisé mardi 26 avril par la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Madagascar pour présenter le « Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle » (PRESAN) aux principaux bailleurs et partenaires techniques qui travaillent au développement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Indianocéanie.

Commission de l'Ocean Indien

Ce Programme régional PRESAN est la résultante d'une collaboration étroite de la COI et de la FAO. Il s'inscrit dans la continuité des réflexions de la COI lors de la conférence de Mahajanga de mars 2013 et de la Conférence des bailleurs pour la sécurité alimentaire tenue à Antananarivo en février 2015.

Son objectif est de contribuer activement à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Indianocéanie en faisant de Madagascar le « grenier de l'océan Indien ». Cet objectif, chiffré à 150 millions de dollars sur cinq ans, passe par l'accroissement des productions agricoles d'intérêt régional, par l'augmentation de leur productivité, la réduction de la dépendance régionale aux importations de produits agricoles et alimentaires, la relance d'un commerce intra-régional de produits agricoles et halieutiques et la mise en place d'une réponse adaptée à l'insécurité nutritionnelle.

Les Etats membres de la COI ont validé techniquement le PRESAN le 11 janvier 2016 lors d'une réunion de travail organisée conjointement par la FAO et la COI à Antananarivo.

Pour assurer la mise en œuvre de ce Programme Régional, il a été institué également une « Unité Régionale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle » de la COI (COI-URSAN) dont le siège sera à Antananarivo.

L'Accord de siège, qui fixe les privilèges et immunités diplomatiques de cette Unité de Coordination, a été signé entre le Gouvernement Malgache et la Commission de l'océan Indien le 18 février 2016, en présence d'Hery Rajaonarimampianina, Président de la République de Madagascar.

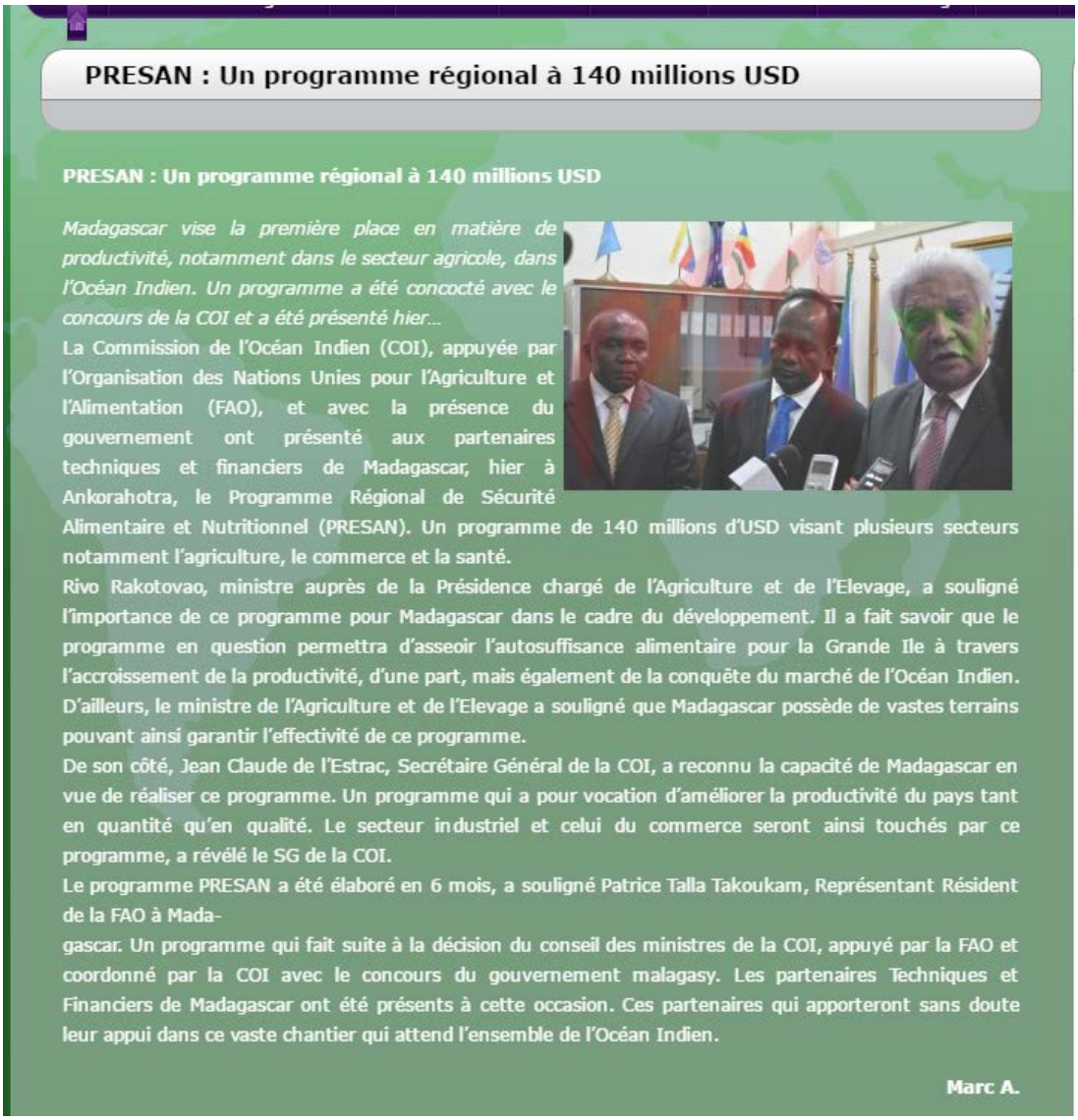
A Saint Denis de La Réunion, le 26 février 2016, le PRESAN a été adopté officiellement par la COI lors de son 31ème Conseil des ministres.

Ce Programme a également été présenté à Abidjan le 6 avril au directeur général de la FAO et aux ministres africains de l'agriculture et des pêches dans le cadre de la 29ème Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique.

« Le PRESAN tire les leçons d'expériences antérieures menées en Afrique continentale et s'intègre dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD. Ses instruments d'action ont été conçus pour inciter les acteurs publics et privés des différents Etats membres à joindre leurs efforts dans le strict respect du principe de subsidiarité et donc dans la limite d'actions à vocation régionale », a souligné le Secrétaire général de la COI, Jean Claude DE L'ESTRAC. Et le Ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage à Madagascar, Rivo RAKOTOVAO, d'affirmer qu'« il s'agit de donner à manger, d'accroître les revenus et donc de lutter contre la pauvreté » et que « le Gouvernement de Madagascar renforce sa volonté d'aller vers la concrétisation de ce programme, et d'en constituer un des piliers ».
Pour soutenir l'élan engagé, la consultation des bailleurs et partenaires techniques constituait un préalable indispensable à leur engagement financier dans le PRESAN. A cet égard, l'appui technique et la formulation du PRESAN ont été réalisés grâce à un financement de la Coopération Allemande dans le cadre de ses programmes de développement Agricole en Afrique sub-saharienne.
Le PRESAN sera abordé à nouveau, du 30 mai au 02 juin prochain, à Maurice, à l'occasion d'un atelier de renforcement des capacités en nutrition et développement agricole de la FAO établi à l'attention des Etats membres de la COI. Dans la droite ligne de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de juin 2012 qui reconnaît le cas particulier des Petits Etats insulaires en développement (PEID) dans la problématique du développement durable, et comme l'a rappelé le Représentant de la FAO, Patrice TALLA TAKOUKAM, « la FAO soutient activement les PEID dans leurs efforts de développement durable liés à la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture ».

http://www.maurice-info.mu/coi-presente-programme-regional-de-securite-alimentaire-nutritionnel-presan.html

27/04/2016



PRESAN : Un programme régional à 140 millions USD

PRESAN : Un programme régional à 140 millions USD

Madagascar vise la première place en matière de productivité, notamment dans le secteur agricole, dans l'Océan Indien. Un programme a été concocté avec le concours de la COI et a été présenté hier…

La Commission de l'Océan Indien (COI), appuyée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), et avec la présence du gouvernement ont présenté aux partenaires techniques et financiers de Madagascar, hier à Ankorahotra, le Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (PRESAN). Un programme de 140 millions d'USD visant plusieurs secteurs notamment l'agriculture, le commerce et la santé.

Rivo Rakotovao, ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage, a souligné l'importance de ce programme pour Madagascar dans le cadre du développement. Il a fait savoir que le programme en question permettra d'asseoir l'autosuffisance alimentaire pour la Grande Ile à travers l'accroissement de la productivité, d'une part, mais également de la conquête du marché de l'Océan Indien. D'ailleurs, le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage a souligné que Madagascar possède de vastes terrains pouvant ainsi garantir l'effectivité de ce programme.

De son côté, Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire Général de la COI, a reconnu la capacité de Madagascar en vue de réaliser ce programme. Un programme qui a pour vocation d'améliorer la productivité du pays tant en quantité qu'en qualité. Le secteur industriel et celui du commerce seront ainsi touchés par ce programme, a révélé le SG de la COI.

Le programme PRESAN a été élaboré en 6 mois, a souligné Patrice Talla Takoukam, Représentant Résident de la FAO à Mada-

gascar. Un programme qui fait suite à la décision du conseil des ministres de la COI, appuyé par la FAO et coordonné par la COI avec le concours du gouvernement malagasy. Les partenaires Techniques et Financiers de Madagascar ont été présents à cette occasion. Ces partenaires qui apporteront sans doute leur appui dans ce vaste chantier qui attend l'ensemble de l'Océan Indien.

Marc A.

http://matv.mg/presan-un-programme-regional-a-140-millions-usd/

panapress

La Coi veut faire de Madagascar le grenier de l'Indianocéanie

27 avril 2016

La Commission de l'océan Indien (Coi) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao) ont présenté, mardi à Antananarivo, le « Programme régional de Sécurité alimentaire et nutritionnelle » (Presan) aux principaux bailleurs et partenaires techniques qui travaillent au développement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Indianocéanie, a appris la PANA de source officielle au siège de la Coi à Maurice.

Dans un communiqué, dont une copie a été adressée à la PANA, la Coi a indiqué que l'objectif de ce programme est de contribuer activement à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Indianocéanie en faisant de Madagascar le « grenier de l'océan Indien ».

« Cet objectif, chiffré à 150 millions de dollars sur cinq ans, passe par l'accroissement des productions agricoles d'intérêt régional, par l'augmentation de leur productivité, la réduction de la dépendance régionale aux importations de produits agricoles et alimentaires, la relance d'un commerce intra-régional de produits agricoles et halieutiques et la mise en place d'une réponse adaptée à l'insécurité nutritionnelle », a indiqué la Coi.

Une « Unité régionale pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle » de la Coi (Coi-Ursan), dont le siège se trouvera à Antananarivo, a été instituée en vue d'assurer la mise en œuvre de ce programme régional.

Le Secrétaire général de la Coi, M. Jean Claude de L'estrac, a déclaré que le Presan tire les leçons d'expériences antérieures menées en Afrique continentale et s'intègre dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du Nepad. «Ses instruments d'action ont été conçus pour inciter les acteurs publics et privés des différents Etats membres à joindre leurs efforts dans le strict respect du principe de subsidiarité et donc dans la limite d'actions à vocation régionale», a-t-il dit.

Et le ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage à Madagascar, Rivo Rakotovao, d'affirmer qu'«il s'agit de donner à manger, d'accroître les revenus et donc de lutter contre la pauvreté » et que « le gouvernement de Madagascar renforce sa volonté d'aller vers la concrétisation de ce programme, et d'en constituer un des piliers ».

Selon la Coi, le Presan sera abordé à nouveau, du 30 mai au 02 juin prochain, à Maurice, à l'occasion d'un atelier de renforcement des capacités en nutrition et développement agricole de la Fao établi à l'attention des Etats membres de la Coi que sont l'Île Maurice, La Réunion, Madagascar, les Seychelles et les Comores.

http://www.panapress.com/La-Coi-veut-faire-de-Madagascar-le-grenier-de-l-indianoceanie--12-630478212-145-lang1-index.html

Yeclo : l'actualité africaine en direct

La Coi veut faire de Madagascar le grenier de l'Indianocéanie

27 avril 2016

La Commission de l'océan Indien (Coi) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao) àMadagascar ont présenté, mardi à Antananarivo, le « Programme régional de Sécurité alimentaire et nutritionnelle » (Presan) aux principaux bailleurs et partenaires techniques qui travaillent au développement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Indianocéanie, a appris la PANA de source officielle au siège de la Coi à Maurice.

Dans un communiqué, dont une copie a été adressée à la PANA, la Coi a indiqué que l'objectif de ce programme est de contribuer activement à la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Indianocéanie en faisant de Madagascar le « grenier de l'océan Indien ».

« Cet objectif, chiffré à 150 millions de dollars sur cinq ans, passe par l'accroissement des productions agricoles d'intérêt régional, par l'augmentation de leur productivité, la réduction de la dépendance régionale aux importations de produits agricoles et alimentaires, la relance d'un commerce intra-régional de produits agricoles et halieutiques et la mise en place d'une réponse adaptée à l'insécurité nutritionnelle », a indiqué la Coi.

Une « Unité régionale pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle » de la Coi (Coi-Ursan), dont le siège se trouvera à Antananarivo, a été instituée en vue d'assurer la mise en œuvre de ce programme régional.

Le secrétaire général de la Coi, M. Jean Claude de L'estrac, a déclaré que le Presan tire les leçons d'expériences antérieures menées en Afrique continentale et s'intègre dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du Nepad. «Ses instruments d'action ont été conçus pour inciter les acteurs publics et privés des différents Etats membres à joindre leurs efforts dans le strict respect du principe de subsidiarité et donc dans la limite d'actions à vocation régionale», a-t-il dit.

Et le ministre auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage à Madagascar, Rivo Rakotovao, d'affirmer qu'«il s'agit de donner à manger, d'accroître les revenus et donc de lutter contre la pauvreté » et que « le gouvernement de Madagascar renforce sa volonté d'aller vers la concrétisation de ce programme, et d'en constituer un des piliers ».

Selon la Coi, le Presan sera abordé à nouveau, du 30 mai au 02 juin prochain, à Maurice, à l'occasion d'un atelier de renforcement des capacités en nutrition et développement agricole de la Fao établi à l'attention des Etats membres de la Coi que sont l'le Maurice, La Réunion, Madagascar, les Seychelles et les Comores.

https://www.yeclo.com/2016/04/27/la-coi-veut-faire-de-madagascar-le-grenier-de-lindianoc%C3%A9anie/



28 Avr

ACCUEIL ECONOMIE REFLETS POLITIQUE SPORTS CULTURE FAITS DIVERS ELUCUBRATIONS CARICAT

CONTACT PHOTOS ET VIDEOS TECH FIM 2015 RECHERCHER

‹ › Souveraineté de l'Etat : critique de la gouvernance de l'Etat

Sécurité alimentaire : présentation du programme Presan

Par Les Nouvelles sur 27/04/2016

En réponse à une requête de la Commission de l'océan Indien (COI) suite à une résolution de la conférence des ministres de la COI qui s'est tenue à Antananarivo en mai 2015, l' Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a procédé à la formulation du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Presan). A noter qu'il s'agit d'un appui technique facilité par un financement de la Coopération allemande dans le cadre du projet d'intégration de la nutrition relatif au développement agricole en Afrique au Sud du Sahara. Ce programme a été présenté hier lors d'un atelier organisé conjointement par la FAO et la COI à Antananarivo.

«Le Presan s'intègre dans le programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du Nouveau partenariat pour le développement de l' Afrique (Nepad). Ses instruments d'action ont été conçus pour inciter les acteurs publics et privés des différents Etats membres à joindre leurs efforts dans le respect du principe de subsidiarité et donc dans la limite de actions à vocation régionale», a-t-on indiqué au niveau de la COI.

Pour faciliter la mise en oeuvre du Presan, la COI a institué à Madagascar une unité régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (COI-Ursan). L'Accord d'établissement de cette unité de coordination a été signé entre le Gouvernement malgache et les membres de la COI au mois de février dernier. Pour soutenir cet élan, un atelier de renforcement des capacités en nutrition et développement agricole à l'intention des Etat membres de la COI est prévu du 30 mai au 2 juin prochain à Maurice, durant lequel le Presan sera largement disséminé.

Riana R.

http://www.newsmada.com/2016/04/27/securite-alimentaire-presentation-du-programme-presan/

BUSINESS MAGAZINE

Interview of Marjaana Sall: “We want to support the high income aspirations of the government”

Marjaana Sall (ambassador of the EU to Mauritius, Comoros and the Seychelles)

“WE WANT TO SUPPORT THE HIGH INCOME ASPIRATIONS OF THE GOVERNMENT”

Though Mauritius is an upper middle income country, as a small island developing state, it still has certain vulnerabilities and will have inter alia to improve its connectivity, observes the ambassador of the European Union to Mauritius, Comoros and the Seychelles.

Himanshu MARCHURCHAND

BUSINESSMAG. Can you give us an overview of the partnership between Mauritius and the European Union?

The European Union (EU) and Mauritius have good long-standing relations. The EU has provided more than 300 million euros during the past seven years to Mauritius in terms of bilateral aid mainly in the form budget support. Most of these funds have been allocated to the sugar sector reform programme (under the accompanying measures for the Sugar Protocol).

Although Mauritius has attained the upper middle income status, the EU continues to provide grant funds to the country. The EU is actually the biggest provider of grants in Mauritius. Of course, this relationship goes beyond the traditional donor recipient relationship. We cooperate and have a partnership on many global issues as well.

We work together on the Small Island Developing State (SIDS) agenda, of which the EU is a supporter. We cooperate in the area of trade, and we share an interim Economic Partnership Agreement. We also undertake political dialogue with the government to discuss issues of mutual interest including global challenges. The latest EU-Mauritius political dialogue took place on January 18. It was an opportunity to discuss about our partnership and the way we can work together to address global challenges such as climate change, sustainable development goals, regional economic integration, and peace and security. We confirmed that the EU stands ready to assist the government in achieving its vision to evolve to a high income country. We expect that this partnership will evolve in the years to come. The relationship now needs to be based more on trade and investment, on mutual interest, shared values, as well as global and political issues such as climate change.

BUSINESSMAG. How can the EU help Mauritius become a high income country?

Even though Mauritius has attained the upper middle income economy status, we still acknowledge and recognise that Mauritius has certain vulnerabilities as a small island developing state. Therefore, we want to partner with the government and stand by it to support its aspirations towards high income status.

For the next funding cycle (the 11th European development Fund (EDF), we have decided, together with the government, that 9.9 million euros in the form of bilateral grants will be allocated to two sectors, namely: tertiary education and research and innovation.

We feel these are the sectors that can add value and help Mauritius to make the leap to the high income economy status. The programming document will be signed this year.

By turning our attention to these two sectors, we want to address the skills mismatch in the labour force through tertiary education. We will work together with all stakeholders to determine the needs of the private sector so that this issue is addressed. Through research and innovation, we will also assist government in putting in place a governance structure to attract more funding for research.

“THE EU HAS PROVIDED MORE THAN 300 MILLION EUROS DURING THE PAST SEVEN YEARS TO MAURITIUS”

There are other programmes which will be ongoing, such as the Global Climate Change Alliance programme. We will also provide support for the implementation of the interim Economic Partnership Agreement, with around 7 million euros. We will continue to discuss with the government to identify the areas requiring support to facilitate trade and increase economic regional integration.

In its Economic mission statement, the government has set high expectations and it is already setting the tone. We are ready to support the government of Mauritius in its objective of becoming a high income country. Through our bilateral cooperation with the Republic of Mauritius until 2020, our focus will be on enhancing the human capital available to the country, which is key for unlocking future growth.

BUSINESSMAG. There is an ongoing debate on the need to achieve at least a 5% economic growth for the economy to flou-rish. What is your take on this?

It is a high target of course since the growth rate has been around 3% for a while. There are some initiatives and priorities government is discussing, such as infrastructure. If these materialise, it is likely to bring about growth opportunities. However, these projects would take some time, and would happen in the long to medium term. In the short term, growth would probably need to come from other sectors like manufacturing, tourism, financial services and exports.

Mauritius is a SIDS with issues such as a small labour market, connectivity challenges and challenges for the supply of raw materials for its manufacturing sector. Then again, I think the regional economic integration could play a big role in helping the country attain its growth ambitions.



“TERTIARY EDUCATION, RESEARCH AND INNOVATION CAN ADD VALUE AND HELP MAURITIUS TO MAKE THE LEAP TO THE HIGH INCOME ECONOMY STATUS”

I see now that Mauritius wants to tap into the African market – one of the priorities of the Finance minister. The EU is a keen supporter of regional economic integration. We have a longstanding experience in this area.

Intra African trade currently amounts to only around 10% of Africa's total trade. So there are many opportunities for growth. The EU supports several regional organisations of which Mauritius is a member, such as the Indian Ocean Commission (IOC), SADC and COMESA. A key feature of our support to these organisations is regional economic integration, trade facilitation and addressing non-trade barriers.

Continued on page 16



"IN THE SHORT TERM, GROWTH WOULD PROBABLY COME FROM OTHER SECTORS LIKE MANUFACTURING, TOURISM, FINANCIAL SERVICES AND EXPORTS."

Continued from page 15

Also, if our bilateral support is decreasing, on the other hand, our regional support is increasing. 1.3 billion euros has been earmarked for the region in the next funding cycle, including 85 million euros for COMESA, 90 million euros for SADC and 50 million euros for the IOC. All the member states of regional organisations can tap directly into these funds and implement actions. Mauritius can do so as well, but of course the programme needs to be regional in nature and follow the set procedures. It is worth noting that the EU funds around 80% of IOC portfolio of projects.

BUSINESSMAG. How are the Seychelles and Comoros economies faring?

Seychelles is a much smaller economy than Mauritius. In Seychelles, because it is now a high income economy, we are decreasing the amount of bilateral funds. For the past seven years, the bilateral European Development Fund was about 20 million euros. Now, it will be up to 2.2 million euros.

It will be in the form of technical assistance, and studies that the government feels that they need with the aim of facilitating the identification of other donors or projects. These studies are to be used as leverage for other funders.

We will continue funding projects around climate change and the implementation of interim Economic Partnership Agreement which will receive a considerable amount of support (about 7 million euros).

We have been partnering with the Seychelles in the area of maritime security. Seychelles took up the chair as of this January of the Contact Group on Piracy off the coast of Somalia. This was previously chaired by the European Union.

For the next funding cycle in Comoros, we have undertaken a joint development cooperation programming with France. We will provide considerable amount of bilateral funds since Comoros is a least developed and fragile country. We are providing around 60 million euros over the next five years in support of governance, elections, justice, transport, roads and education.

BUSINESSMAG. How do you assess the management and utilisation of funds allocated by the EU to the government of Mauritius?

As I mentioned, 95% of our previous support was general budget support. There are certain conditions a country needs to fulfil before the European Union can actually provide budget support, namely: sound public finance management, macroeconomic stability and good economic and social reforms.

Mauritius has met all these three conditions. The European Union also has stringent processes in terms of monitoring the results against indicators agreed jointly between the EU and the government. We need to make sure that EU taxpayer's funds are well utilised.

BUSINESSMAG. Should the United Kingdom stay in the European Union given the current economic plight in the euro zone?

At their December meeting, the members of the European Council agreed to work together closely to find mutually satisfactory solutions in all the four areas mentioned in the British Prime Minister's letter of 10 November 2015. At a historic meeting of the European Council on 19th February 2016, heads of state or government and president Juncker, in the presence of the presidents of the European Parliament and the European Central Bank, reached agreement on a new settlement for the United Kingdom within the European Union which will permit the Prime Minister David Cameron to campaign for the United Kingdom to stay in the EU in the upcoming referendum on 23 June 2016. On that occasion, the president of the European Commission, Jean-Claude Juncker, welcomed the agreement and stated that: "The deal we have agreed now is a fair one, a fair one for Britain, a fair one for the other member states, a fair one for the European Union." Now it is up to the people of the United Kingdom to vote.

Continued on page 18

Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

Continued from page 16

BUSINESSMAG. Some African economies favour the idea of a single currency across the continent like the euro. Is Africa ready for such a move?

Economic integration is a long process. Before a single currency can be established, several issues have to be discussed and agreed in order to set up the necessary regulatory framework. There are various conditions before a single currency can work, and it will take a long time to achieve them.

BUSINESSMAG. The survival of the Mauritian sugar sector will once again be in jeopardy with the abolition of sugar quota in 2017 which will favour European beet farmers. Can Mauritius expect further support from the European Union to enhance the competitiveness of its sugar sector?

The EU has supported the reform of the sugar sector since 2006. The main objective of the reform was to enhance the competitiveness of the Mauritian sugar industry. We supported the economic and social reform programme of the government of Mauritius, which included the sugar sector reform, through general budget support to the tune of more than 300 million euros since 2006. I believe that our funding has played an important role in reforming the sector and making it more competitive in the world market. I believe the sugar sector is better off now than it was some years back.

The abolition of the sugar quota forms part of the reform of the EU Common Agricultural Policy, which is based on internal EU policies. This reform is on-going since 2005. As mentioned earlier, the EU support to the sugar sector in Mauritius aimed at making the sector more competitive, in order to face global challenges. The EU also funds an ACP sugar research programme. I was just a while ago at the MSIRI and I was positively surprised that out of the 13 proposals, 8 grants were actually provided to Mauritius.



BUSINESSMAG. A regional airline and maritime company is in the pipeline. How strategic is it for the Indian Ocean countries?

One key issue for these small island states is better connectivity. I can only welcome that. But it is up to the states concerned to make a decision on the best options.

BUSINESSMAG. Mauritius as an offshore jurisdiction recently found itself on the EU blacklist. How can the country strive to make its jurisdiction cleaner for foreign investment?

There was never an EU blacklist. And in October 2015, the EU published a technical update of EU member states lists on its website. The update reflects the changes in member states' assessment. Also, the reference to uncooperative jurisdictions has been removed. Mauritius is still on EU member states national lists. We have encouraged Mauritius to hold discussion with the 8 EU member States as to why they are on the national lists and how they can be removed from the individual lists. This is all part of the EU's good tax governance discussions.

BUSINESSMAG. How can Mauritius better position itself to capture the flow of investment going on between China and Africa?

Europe is still your biggest trading partner, with most of the foreign direct investment coming in from Europe and 61% of goods and services exported to Europe. In my view, Mauritius can play an important role as a bridge between Africa and Asia. It is for the government to decide how they will go about it.

BUSINESSMAG. Economic recovery in the euro zone is long-awaiting. When do you expect Europe to come out of recession?

It is much linked to global issues. We have all been facing some challenges for the past years. A lot of reforms have been done, and Europe will continue with the reforms to increase the competitiveness of the European industry.

I believe that Europe is on its way to recovery. The Commission forecasts GDP growth to be 1.8% in the EU (1.5% in the euro area) in 2015 and expects the trend to accelerate to 2.1% in 2016 (1.9% in the euro area). However, the EU still faces some underlying weaknesses, namely on unemployment. While the labour market situation is gradually improving, not least due to reforms implemented in several member states in recent years, unemployment is still intolerably high (9.6%).

Coopération Régional

A.P.O.I
Agence de Presse de l'Océan Indien

ATD Quart Monde organise une rencontre régionale

27 avril 2016

Le Mouvement ATD Quart Monde organise une rencontre régionale « penser et agir ensemble », session de formation et de renforcement de l'engagement de tous dans la lutte contre l'extrême pauvreté. La Commission de l'océan Indien (COI) s'associe à la mise en œuvre de cet événement. La session régionale se déroulera du 30 avril au 5 mai 2016 au Centre d'accueil inter-religieux de Pont-Praslin à Maurice.

Lors de cette session régionale, la COI présentera également aux participants ses activités directement liées à la lutte contre la pauvreté dans l'Indianocéanie. La session de clôture sera l'occasion de signer un protocole d'accord entre ATD Quart Monde et la COI.
Il est à rappeler que ATD Quart Monde est une ONG de lutte contre l'extrême pauvreté. Fondé en 1957 par Joseph Wresinski, le mouvement ATD Quart Monde rassemble des femmes et des hommes de toutes cultures et origines sociales dans plus de 30 pays en Afrique, Amérique du Nord et du Sud, dans l'océan Indien, en Asie et en Europe. Dans l'océan Indien, l'ONG est présente par des associations reconnues juridiquement à Madagascar, La Réunion, Maurice et maintient des liens avec les Comores et Rodrigues.

http://www.agencepresse-oi.com/36538-2/

Le Défi QUOTIDIEN



La COI s'associe à l'ATD Quart-Monde pour lutter contre la pauvreté

L'Organisation non gouvernementale ATD Quart-Monde tient une session régionale sur le renforcement et l'engagement de tous dans la lutte contre l'extrême pauvreté. Elle aura lieu du 30 avril au 5 mai au Centre d'accueil interreligieux de Pont-Praslin avec la participation de la Commission de l'océan Indien (COI). Cette session régionale de formation et de renforcement de l'engagement de tous dans la lutte contre la pauvreté sera axée sur le thème: *Penser et agir ensemble*. Elle est organisée par l'ATD Quart-Monde, une organisation internationale qui rassemble des hommes et des femmes de toutes cultures et origines sociales dans plus d'une trentaine de pays: Afrique, Amérique du Nord et du Sud, l'océan Indien, Asie et en Europe. Le mouvement a été fondé en 1957 par Joseph Wresinski. La COI s'est associée au mouvement et va présenter ses activités liées directement à la lutte contre la pauvreté dans l'indianocéanie.

La rencontre régionale devrait permettre de comprendre l'engagement de l'ATD Quart-Monde dans le combat contre l'extrême pauvreté dans l'indianocéanie et la mission et le rôle de la COI dans la lutte contre la pauvreté, entre autres. La cérémonie d'ouverture de cette rencontre régionale verra la participation de l'ancien président de la République Cassam Uteem, qui est aussi le président du Mouvement international d'ATD Quart-Monde; Jacqueline Plaisir, déléguée générale adjointe de ce mouvement; Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, ainsi que des représentants des partenaires au développement.

J.-M.S.

Le Défi Quotidien, 29.04.16

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

INTERREG V-OCÉAN INDIEN : Lutchmeenaraidoo en mission à La Réunion

26 APRIL, 2016



Vishnu Lutchmeenaraidoo effectuera sa première mission à l'étranger en qualité de ministre des Affaires étrangères cet après-midi. Il participera à la réunion du comité de suivi d'Interreg V-Océan Indien, un programme créé à l'initiative de l'Union européenne en vue d'obtenir un soutien du Fonds européen de développement régional (FEDER) au titre de l'objectif de « coopération territoriale européenne » en France, en partenariat avec les pays voisins et des pays et territoires d'outre-mer dans la zone de l'océan Indien.

Il était question que le vice-Premier ministre et ministre des Services publics, Ivan Collendavelloo, fasse partie de la délégation, mais sa participation n'a pas encore été confirmée.

Le programme INTERREG océan Indien 2014-2020 constitue la cinquième génération de programme communautaire régionale pour l'île de la Réunion. Y sera associée pour la première fois Mayotte, qui a acquis le statut de Région ultrapériphérique en 2014. Le programme aborde à la fois les orientations en matière de coopération transfrontalière de la Réunion et de Mayotte. Il vise à accroître le degré d'intégration régionale de cette région, en développant son économie et en renforçant sa position au sein de l'économie régionale.

Outre les pays de la Commission de l'océan Indien à savoir Maurice, Madagascar, les Seychelles et Comores, on s'attend à ce que l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie, le Kenya et le Sri Lanka soient également présents à St-Denis.

Parmi les sujets à l'agenda de la Réunion, la définition des axes prioritaires et l'élaboration d'une liste de projets qui bénéficieront du soutien du FEDER, ainsi que les éléments du plan de financement qui seront requis.

Vishnu Lutchmeenaraidoo profitera de son séjour à l'île sœur pour faire le

point sur les projets identifiés par la commission mixte Maurice-Réunion, qui s'est rencontrée en début d'année, et par le comité économique mixte, réuni à Maurice en 2015. Parmi les sujets qui seront évoqués : la recherche de l'aide réunionnaise pour la mise en place de technopoles, dont la création est prévue dans l'île, la coopération au plan des énergies renouvelables, l'installation d'un câble sous-marin pour relier les pays de la région.
Vishnu Lutchmeenaraidoo sera de retour à Maurice jeudi.

http://www.lemauricien.com/article/interreg-v-ocean-indien-lutchmeenaraidoo-en-mission-la-reunion

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

LA RÉUNION—INTERREG V "OCÉAN INDIEN": Collendavelloo a rejoint la délégation mauricienne

27 APRIL, 2016



Le vice-premier ministre et ministre des Services publics, Ivan Collendavelloo, a rejoint ce matin la délégation mauricienne, dont fait partie le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo, à La Réunion.
Maurice a été invitée par les autorités françaises à participer à la première réunion du comité de suivi du programme opérationnel Interreg V "océan Indien". Ce programme constitue la 5e génération de programme communautaire régional pour La Réunion et Mayotte en tant que région ultrapériphérique de l'Union européenne. Interreg V "océan indien" aborde à la fois les orientations en matière de coopération transfrontalière de La

Réunion et de Mayotte tout en visant à accroître le degré d'intégration régionale au niveau de l'océan Indien.
Est compris un comité de suivi qui, outre La Réunion et Mayotte, compte également les pays de la Commission de l'océan Indien, partenaire privilégié de la Commission européenne à ce niveau. Parmi les pays représentés à La Réunion se trouvent Maurice, Madagascar, les Seychelles et les Comores de la **COI**, ainsi que l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie, le Kenya et le Sri Lanka.
Cette première réunion du comité de suivi, qui se tient aujourd'hui et demain, permettra d'examiner et d'approuver les règlements internes, la stratégie de communication ainsi que le plan d'évaluation du programme. Elle devra également établir les critères de sélection des projets qui seront financés sous le programme opérationnel. Une enveloppe de 63 millions d'euros a été allouée à ce programme sous le Fonds européen de développement régional (FEDER) pour la période 2014-2020.
Les principaux axes de coopération identifiés sont la recherche et l'innovation, le développement des échanges, le renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques, la valorisation du patrimoine naturel et le soutien aux actions de formation dans la zone de l'océan Indien.
Vishnu Lutchmeenaraidoo et Ivan Collendavelloo profiteront de leur déplacement à l'île sœur pour passer en revue la coopération Maurice-Réunion dans le cadre du Comité économique mixte et de la Commission mixte entre nos deux pays. L'agriculture raisonnée, les technopoles et incubateurs; les biotechnologies; les énergies renouvelables et durables; la formation professionnelle; la stratégie africaine; le désenclavement numérique de la région; et la circulation des personnes figurent parmi les dossiers qui seront évoqués

http://www.lemauricien.com/article/la-reunion-interreg-v-ocean-indien-collendavelloo-rejoint-la-delegation-mauricienne

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

CHANGEMENT CLIMATIQUE : « Maurice parmi les 15 pays ayant signé et ratifié l'Accord de Paris » selon le ministre Alain Wong

25 APRIL, 2016



Animant ce matin une rencontre avec la presse au siège du ministère de l'Environnement, à Port-Louis, le ministre de tutelle, Alain Wong, s'est félicité que Maurice figure parmi les 15 premiers pays à avoir signé et ratifié vendredi dernier l'Accord de Paris sur le changement climatique. « Cela démontre la volonté et l'engagement du gouvernement de lutter contre le changement climatique », a-t-il déclaré.

« Je suis heureux d'annoncer que la République de Maurice figure parmi les 15 premiers pays à avoir signé et ratifié, je répète, ratifié, l'Accord de Paris », a indiqué le ministre de l'Environnement, Alain Wong, ce matin. « La signature et la ratification rapide démontrent la forte volonté politique du présent gouvernement, sous le leadership du Premier ministre, sir Anerood Jugnauth, de lutter contre le changement climatique (voir encadré), et souligne notre solidarité envers les Petits états insulaires en développement (PIDS) qui sont les plus vulnérables aux impacts du changement climatique », a-t-il poursuivi.
La conférence s'est faite en présence de l'ambassadeur de France à Maurice, Laurent Garnier, du UN Resident Coordinator et UNDP Resident

Representative, Simon Springett, du Senior Chief Executive du ministère de l'Environnement, Grish Guness, du Permanent Secretary, Oomaduth Jadoo, du directeur général du National Disaster Risk Reduction & Management Centre, le DCP Khemraj Servansingh, et des hauts cadres du ministère de l'Environnement, entre autres.

Le ministre a rappelé que l'Accord de Paris a été adopté à l'unanimité dans le consensus par 198 pays, qui adhèrent à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), lors de la 21e Conférence des parties (COP21) à Paris en décembre dernier. Le but principal de cet accord universel : maintenir la hausse globale de la température en dessous de 2°C pendant ce siècle et faire un effort commun pour limiter la hausse de la température jusqu'à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels.

À Alain Wong de rappeler que notre survie et celle de la planète dépendent de la vitesse à laquelle les pays signataires shifteront de la signature à la ratification et de la ratification à la mise en œuvre de cet Accord de Paris. « Cette étape est essentielle et ne doit pas être retardée. Il y a urgence face au changement climatique », a-t-il martelé.

« Le 20 avril 2016, lors du Forum sur le "Climat et la Durabilité — Une vision commune d'opportunités pour des milliards de personnes", le Secrétaire général des Nations unies a souligné que notre génération est la première à pouvoir éliminer la pauvreté et aussi la dernière à pouvoir agir pour empêcher le pire changement climatique », a souligné le ministre. À ce stade, selon le Secrétariat des Nations unies, 175 pays ont déjà signé l'accord historique de Paris. Ces pays signataires sont, entre autres, les principaux producteurs de gaz à effet de serre, dont les États-Unis (17,89% d'émission globale), le Japon (3,97%), l'Australie et plusieurs pays de l'Union européenne, aussi bien que le Brésil, l'Inde, la Chine (20,09%) ainsi que l'Afrique du Sud.

« J'espère sincèrement que ces pays vont très vite ratifier l'Accord qui prendra effet seulement 30 jours après qu'au moins 55 pays — représentant 55% de l'émission globale des gaz à effet de serre — auront déposé leur instrument de ratification et d'acceptation auprès du

Secrétariat général des Nations unies. Je lance un appel à ces pays pour qu'ils démontrent leur solidarité envers les pays les plus vulnérables et qu'ils ratifient l'Accord de Paris », a poursuivi le ministre.
Pour démontrer l'urgence de la situation, Alain Wong a révélé que selon l'Agence météorologique du Japon, mars 2016 a été le mois le plus chaud avec 1,07°C de plus enregistré à travers le globe. Le ministre a également cité les phénomènes météorologiques extrêmes qu'a connus la planète l'année dernière : l'ouragan Ivan (à Grenade) et le cyclone Pam (dans le Pacifique), le cyclone Winston (en février 2016) et le récent cyclone Fantala, le cyclone le plus puissant jamais enregistré dans l'océan indien (des vents de 240 km/h et des pointes de 350 km/h, selon Météo France).
À Alain Wong de plaider pour une approche multidimensionnelle pour faire face au changement climatique à tous les niveaux à Maurice. Dans la foulée, il a annoncé la finalisation prochaine du Climate Change Bill.
« Je me réjouis de voir Maurice sur la carte des pays ayant déjà signé et ratifié l'Accord de Paris », a pour sa part déclaré Laurent Garnier. Il s'est félicité que la signature et la ratification de cet accord par autant de pays reflètent le dynamisme de la COP21. Pour Simon Springett, « la signature et la ratification de l'Accord de Paris reflètent notre volonté commune de lutter collectivement contre cette menace que constitue le changement climatique ».

http://www.lemauricien.com/article/changement-climatique-maurice-parmi-les-15-pays-ayant-signe-et-ratifie-l-accord-paris-selon

French.CHINA.ORG.CN

La France veut renforcer les relations bilatérales avec Maurice

25-04-2016

La France et l'île Maurice continueront à coopérer pour renforcer les relations amicales entre les deux pays, et à renforcer le développement économique et social, a déclaré le président de l'Assemblée nationale de France, Claude Bartolone, lors d'une visite de courtoisie au Premier ministre mauricien, Anerood Jugnauth.

Le président de l'Assemblée nationale française a exprimé son intérêt et a partagé la même vision du Premier ministre, Anerood Jugnauth, afin que les deux pays renforcent le partenariat dans leurs projets futurs qui, selon lui ouvrira de nouvelles perspectives de coopération en ce qui concerne les échanges économiques dans l'océan Indien étant donné la proximité de l'île Maurice avec l'île de la Réunion (département français situé à 200 km à l'ouest de Port-Louis), selon un communiqué du Bureau du Premier ministre émis lundi.

Claude Bartolone a salué l'initiative de Maurice en ce qui concerne la signature et la ratification de l'Accord de Paris adoptée lors de la 21e réunion de la Conférence des Parties (COP 21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ceci, dit-il, démontre les similitudes entre les deux pays aux questions environnementales et les changements climatiques.

Il a également insisté sur le renforcement de la coopération dans le domaine de la médecine, et dans la lutte contre le terrorisme dans lequel il a exprimé la gratitude de la France pour le soutien de Maurice dans la récente attaque terroriste à Paris.

M. Bartolone s'est ensuite entretenu avec son homologue mauricien, la présidente de l'Assemblée nationale mauricienne, Mme Shanti Bai Hanoomanjee. Les deux parties ont pu échanger sur les projets mauriciens de retransmission des débats parlementaires, et les relations nouées entre les deux Parlements, appelées à être renforcée dans le

cadre de la revitalisation de la commission parlementaire de l'océan indien.

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2016-04/25/content_38322273.htm

Seychelles signs landmark Paris Agreement on climate change

27-April-2016



Seychelles has joined the majority of the States Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change in signing the landmark Paris Agreement on climate change.
The agreement aims to enact policies to effect greenhouse gases emissions mitigation, adaptation and finance as from the year 2020.
A total of 176 countries including Seychelles have heeded the call of the United Nations secretary-general Ban Ki-moon, and signed this agreement which reaffirms the strong commitment of governments of the world to deliver on the promises made when the agreement was brokered in Paris in December 2015. The signing ceremony held in New York is but the first step towards the implementation of the agreements.
The agreement was signed by Ambassador Marie-Louise Potter, Permanent Representative of the Republic of Seychelles to the United Nations, on behalf of Seychelles Head of State James Alix Michel.
Individual countries must now complete internal ratification procedures before the agreement can come into force. To cement the Paris Agreement international policy on climate change, a minimum of 55 countries representing at least 55% of the world's greenhouse gas

emissions must ratify the Paris Agreement. Only then will the agreement be legally binding to all its signatories.
A communiqué from the Ministry of Foreign Affairs has indicated that Seychelles implores the rapid ratification by other countries to ensure implementation of this agreement commences swiftly. Seychelles is also calling on all other governments to take the challenge, to show continued political will and to fulfill the commitments to achieve the future that we want.
So far 15 countries have ratified this agreement, most of them Small Island Developing States (Sids) with low carbon footprint. They include Barbados, Belize, Fiji, Grenada, Maldives, Marshall Islands, Mauritius, Nauru, Palau, Palestine, Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia, Samoa and Tuvalu.

http://www.nation.sc/article.html?id=249237

Santé

LINFO.RE

Dengue : 20 nouveaux cas à La Réunion

27.04.2016



Au cours de la semaine dernière, 20 nouveaux cas autochtones de dengue ont été identifiés à La Réunion. Le virus de la dengue continue à circuler dans les foyers de transmission précédemment identifiés (Saint- Louis, Saint-Leu, Saint-Joseph, le Tampon et Saint-Pierre) mais de façon plus intense sur les communes de Saint-Louis et Saint Leu.

Au cours de la semaine dernière (soit du 18 au 25 avril), 20 nouveaux cas autochtones de dengue ont été identifiés à la Réunion. La circulation active du virus continue de s'intensifier dans l'île.

Au total, 120 cas autochtones ont été identifiés depuis la mise en évidence d'une circulation virale sur l'île fin 2015. Cinq cas importés ont également été rapportés en provenance de Malaisie, du Nicaragua, de Bali (2 cas) et de Thaïlande.

Les foyers de la Dengue à La Réunion
Le virus de la dengue continue à circuler dans les foyers de transmission précédemment identifiés (SaintLouis, Saint-Leu, Saint-Joseph, le Tampon et Saint-Pierre). Cependant, la circulation est plus intense sur les communes de Saint–Louis, Saint-Leu et Saint-Joseph.
Des cas ont été identifiés en dehors de ces zones (Saint-Gilles-les-Bains et Saint-Denis), mais ils ont tous un lien avec le foyer de transmission de Saint-Leu. Dès lors, aucune circulation du virus n'est actuellement mise en évidence dans le Nord ou dans l'Est de l'île

http://www.linfo.re/la-reunion/sante/692167-dengue-20-nouveaux-cas-a-la-reunion

LINFO.RE

Virus Zika : l'ARS confirme un second cas importé à La Réunion

26.04.2016

L'Agence régionale de Santé océan Indien (ARS OI) indique qu'un second cas importé de Zika a été confirmé à La Réunion. Il s'agit d'une personne ayant séjourné très récemment en Martinique et qui présentait des symptômes de la maladie à son arrivée dans l'île

L'ARS confirme un 2e cas de Zika importé le 25 avril

Un deuxième cas de Zika importé à La Réunion a été confirmé le 25 avril par l'Agence régionale de Santé océan Indien (ARS OI).
"Il s'agit d'une personne ayant séjourné très récemment en Martinique et qui présentait des symptômes de la maladie à son arrivée à La Réunion. La personne a consulté dès son arrivée son médecin généraliste, qui l'a tout de suite orienté vers un laboratoire pour confirmation biologique. Le

diagnostic d'infection par le virus Zika a été confirmé le 25 avril", précise l'Agence régionale de Santé, dans un communiqué.

Et de préciser : "Cette personne a contracté la maladie lors de son séjour en Martinique, où une épidémie se poursuit actuellement. Des mesures de prévention ont été immédiatement mises en œuvre auprès de la personne concernée et dans son entourage afin d'éviter tout risque de propagation du virus à La Réunion."

Aucun cas du virus Zika autochtone signalé à ce jour

Pour autant, l'Agence régionale de Santé océan Indien (ARS OI) se veut rassurante.

"À ce jour, aucun cas de Zika autochtone, c'est-à-dire contracté sur place et non à l'occasion d'un voyage, n'a été identifié dans l'île. La Réunion ne présente donc pas à ce jour de circulation du virus Zika et n'est donc pas concernée par les mesures spécifiques à prendre en pareil cas, notamment vis-à-vis des femmes enceintes".

http://www.linfo.re/la-reunion/sante/692118-virus-zika-l-ars-confirme-un-second-cas-importe-a-la-reunion

Biodiversité

lexp.mu

26/04/2016

Nos coraux n'échappent pas à l'influence d'El Niño

Depuis environ un mois, Maurice assiste, impuissante, à une hausse de la température de la mer, provoquée par le phénomène El Niño.

C'EST QUOI EL NIÑO ?

El Niño signifie 'petit garçon' en espagnol. El Niño a été découvert au large des côtes d'Amérique du Sud aux alentours du 17ème siècle. A ce moment-là, les observateurs et pêcheurs avaient noté l'apparition d'une eau exceptionnellement chaude dans l'océan Pacifique. Cette eau chaude et le constat de mollusques et d'algues mortes apparaissaient à une période spécifique de l'année, soit vers décembre. Le terme El Niño se réfère à l'interaction du climat océanique de l'atmosphère liée à un réchauffement périodique des températures de la surface de la mer dans le Pacifique et la région équatoriale. Les effets d'El Niño sont des températures plus élevées que la moyenne et des conditions plus humides que la moyenne saisonnière. El Niño peut influencer de manière significative les conditions météorologiques et océaniques, de même que le secteur de la pêche pendant une longue période. «Fantala a été l'exemple concret des effets d'El Niño. Il a bénéficié d'un air chaud autour de la sphère de l'équateur», affirme un ingénieur en environnement qui travaille sous contrat pour différents organismes.

PENDANT deux jours sur la plage de Riambel, un grand nombre de mollusques, de poulpes, de poissons, d'anguilles et de concombres des mers, ont été retrouvés morts. «*La mer a également rejeté une algue brune assez étrange. Et la température de l'eau est anormalement élevée*», constate un consultant en environnement, qui suit de près cette hausse de la température. Celle-ci, comme l'a constaté notre interlocuteur, s'accompagne d'un blanchissement des coraux.

Le week-end dernier lors d'une plongée à Bel Ombre, il a remarqué que ce changement de couleur et d'aspect des coraux s'étendait au lagon du Sud-Ouest. Les pêcheurs de Mahébourg ont confirmé que c'est aussi le cas dans le Sud-Est.

Ce phénomène de réchauffement de la température de la mer est typique de l'océan Pacifique, baptisé depuis des années El Niño, qui a gagné l'océan Indien et Maurice. L'océanographe et ingénieur en environnement Vassen Kaupaymootoo explique comment El Niño a pu nous affecter. «*Le courant chaud ne s'est pas contenté de rester dans les bassins du Pacifique. Il a traversé les eaux entre l'Indonésie et l'Australie et a stagné dans la sphère de l'Equateur avant d'atteindre les Seychelles et de gagner l'océan Indien*».

Vassen Kaupaymootoo explique que plusieurs facteurs ont contribué à l'intensification de ce réchauffement. D'abord, il y a le taux de dioxyde de carbone, qui augmente constamment dans l'atmosphère autour des îles, avec pour résultat de retenir ce courant chaud durant l'été. Il y a ensuite la canicule qui dure six mois et cette température élevée pendant cette longue période favorise le phénomène. Depuis début 2016, on assiste à Maurice à une hausse de la température de la mer. Celle-ci a eu des effets directs sur l'écosystème marin. «*Avec un taux élevé de CO2 dans l'atmosphère et un réchauffement important, les composantes en carbonate de sodium de notre écosystème comme par exemple les coraux, souffrent en premier en raison d'une acidification de l'air et de l'eau*», affirme Vassen Kaupaymootoo.



La culture du corail pourrait être une solution pour contrer la perte des coraux à Maurice. Le Mauritius Oceanographic Institute a d'ailleurs entamé les recherches à cet effet.

Les coraux souffrent de l'acidification de l'air et de l'eau.

Une fois que les coraux sont affectés, la réaction en chaine débute. Avec le blanchissement des coraux, l'écosystème se dégrade et est débalancé. Les plantes aquatiques, les poissons et mollusques disparaissent de ces barrières sous-marines. Les coraux se fragilisent alors, deviennent friables et ne jouent plus leur rôle protecteur de la côte. C'est ensuite le littoral qui en souffre car une fois ces barrières éliminées, les grosses lames partent à l'assaut des plages, érodant le sable à une vitesse phénoménale. «*Durant les cinq années à venir, ce phénomène s'accentuera. Il faudra se préparer à perdre de grandes étendues de corail et de sable*», constate Vassen Kaupaymootoo. Plusieurs observateurs ont déjà constaté la présence d'algues dans le lagon et des coraux devenant de plus en plus blancs dans l'ouest, le sud et le sud-est. «*C'est bien le cas dans ces régions. Reste à voir s'il y a des cas similaires dans d'autres régions de l'île*».

Toutefois, ce phénomène pourrait s'atténuer à Maurice avec l'arrivée de l'hiver. Le refroidissement de l'eau devrait ralentir le blanchissement des coraux. Le ministère de la Pêche surveille de près les parcs marins. D'ailleurs, certains lagons n'accueilleront plus des bateaux de plaisance, notamment Blue Bay et la baie de Grand-Baie, l'octroi de nouveaux permis d'opération étant gelé.

L'AUSTRALIE, UN EXEMPLE À SUIVRE

L'Australie a connu un phénomène identique et a pris des mesures pour le contrecarrer. Que se passe-t-il lorsque l'eau de mer est trop chaude ? Les coraux expulsent les algues vivant dans leurs tissus et deviennent complètement blancs. C'est pour cette raison que l'on parle de blanchissement. Lorsqu'un corail blanchit, il n'est pas mort. Les coraux peuvent survivre à un épisode de blanchissement, mais ils sont soumis à plus de pressions et sont plus fragiles et donc susceptibles de mourir. Le phénomène mondial de blanchissement du corail a eu un effet dévastateur sur la Grande Barrière de corail d'Australie. Il s'est propagé aux récifs australiens à l'ouest du continent. Le gouvernement a alors interdit des activités nautiques dans ces régions, les décrétant parcs marins protégés afin que les récifs pressurisés puissent récupérer. Les derniers relevés montrent qu'entre 60 et 90 % des coraux poussant à l'ouest de l'Australie ont été blanchis à une profondeur de plus de 10 mètres.

La Commission de l'Océan Indien s'y met aussi

Il y a une action régionale de lutte contre les répercussions d'El Niño. La Commission de l'Océan Indien (COI) organise des cours de formation et des démonstrations entre autres. La première manifestation a débuté depuis le 21 avril dans la Grande Comores. C'était un cours sur le blanchissement et l'identification des maladies des coraux.

Il y a aussi eu une conférence sur les enjeux écologiques, socio-économiques et politiques du blanchissement corallien. En mai, d'autres formations et conférences auront lieu à l'université de Maurice, à Madagascar et au Zanzibar. Dans un communiqué de la COI, il est mentionné qu'à la fin des années 1990, El Niño a provoqué un blanchissement massif de 90 % des coraux aux Seychelles et de l'ordre de 50 % aux Comores. Ce phénomène de changement climatique s'intensifie actuellement, touchant en particulier les régions du Pacifique et de l'océan Indien, selon les prévisions de la *National Oceanic et Atmospheric Administration* (NOAA) américaine.

Le blanchissement des coraux a déjà commencé à se manifester sur certains sites aux Comores, aux Seychelles, à Madagascar, en Tanzanie et au Kenya. La communauté des chercheurs sur les récifs a développé une stratégie pour y faire face. Avec l'appui de la COI, une feuille de route des activités pour 2015-2016 a été établie. Les membres du réseau régional ont exprimé un besoin de formation à propos du blanchissement et des maladies des coraux. Le projet COI Biodiversité, financé par l'Union européenne, qui est actuellement en cours, a pour objectif de renforcer les capacités nationales et régionales en matière de gestion de la biodiversité et des écosystèmes côtiers, marins et insulaires afin de préserver les ressources et ainsi contribuer à réduire la pauvreté.

L'Observateur

29/04/2016



Biodiversité

Les insectes de l'océan Indien à l'honneur à Madagascar

La Commission de l'océan Indien (COI), à travers son projet Biodiversité financé par l'Union européenne, le ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts de Madagascar, l'Ambassade de France à Madagascar et le CIRAD, organisent une exposition intitulée « Microportraits du peuple caché de nos cultures » qui circulera à Madagascar du mois de mai au mois de novembre 2016. le vernissage de l'exposition aura lieu ce lundi 2 mai 2016 à l'Institut français de Madagascar (IFM) à partir de 18h.

Cette exposition sera visible jusqu'au mois de novembre dans le cadre de plusieurs célébrations dans la Grande Ile, à savoir : la Journée internationale de la biodiversité, la Journée mondiale de l'environnement et le Sommet de la Francophonie.

Différents partenaires institutionnels sont associés à cette activité dont l'IFM, le réseau de l'Alliance française à Madagascar, le Sommet de la Francophonie et le Lycée français de Tananarive (LFT).

Cette exposition, composée de 16 tableaux, met en valeur la beauté des insectes de l'océan Indien qui constituent l'embranchement le plus riche en espèces du règne animal.

En effet, trois animaux sur quatre sont des insectes.

Cachés dans nos jardins et nos cultures, ils jouent un rôle majeur dans l'équilibre fragile de la biodiversité terrestre. Par leur abondance et la diversité de leur régime alimentaire, les insectes sont indispensables au bon fonctionnement des écosystèmes. Une meilleure sensibilisation du grand public contribuera à une meilleure protection de la biodiversité de la région.

La beauté de cet univers, difficilement perceptible à l'œil nu, a été immortalisée par Antoine Franck, entomologiste photographe du CIRAD, grâce à un système d'imagerie sophistiqué.

Conférence sur la Communication, diplomatie et stabilité politique par D. Wolton

Dominique Wolton, spécialiste des médias anime deux conférences à Maurice

Apr 26, 2016

by Rishi Gopaul



Deux conférences qui éclaireront sur des enjeux qui interpellent Maurice, le conférencier et spécialiste des medias Dominique Wolton parlera ce mardi de Francophonie, diversité culturelle et stabilité politique a l'IFM et mercredi il interviendra sur la Communication, la démocratie et la stabilité politique à l'Université de Maurice. Deux conférences avec le soutien de la COI et du Media Trust. Il recevait la MBC à Grand Baie, et dans cet entretien accorde à Ritvik Neerbun il parle du cas de Maurice qui selon lui a été injustement ignoré des chercheurs pour ses réussite.

http://mbc.intnet.mu/article/dominique-wolton-sp%C3%A9cialiste-des-m%C3%A9dias-anime-deux-conf%C3%A9rences-maurice-video

Weekly
Your English news magazine

28 April to 4 May 2016

"The plurality of democratic models has created conflicts"- Dominique Wolton

The Indian Ocean Commission (IOC), the Media Trust and the *Institut Français de Maurice* (IFM) joined forces to bring French intellectual Dominique Wolton to Mauritius for two conferences, at the IFM headquarters on 26 April and at the University of Mauritius on 27 April.

Wolton, research director at the *Centre national de la recherche scientifique* (CNRS) and outspoken political observer, suggested in his conferences that Mauritius was an example for the world when it comes to dealing with cultural diversity. "I have worked in several countries and Mauritius is one of the countries where different cultures live together without killing each other," he said.



Dominique Wolton speaking at the University of Mauritius.

He claimed that one of the main reasons for the political instability in the world right now comes from this inability to deal with cultural differences. "Globalisation has come at an incredible pace with all of its information, cultures, languages but our comprehension of them is still insignificant," he said. "Nobody saw this war coming; this conflict of cultures and jihadism is a by-product of that."

As an expert in the field, Wolton also expressed the idea that communication was a big issue in the modern world. "There is a lot of paradox within communication, which is why the journalists who came out with the Panama Papers were celebrated but then you've got Julian Assange having to hide in an embassy," said Wolton.

He also raised concerns about countries who were forced into democracies when communism fell. "Several third world countries are rejecting the democratic models suggested by the west in favour of their own democratic process," said Wolton. "The plurality of democratic models has created conflicts because of its incomprehension in the developed countries of the west."

Finally, he argued that if we started taking cultural integration seriously, it would go a long way. "If we don't want to fight in the name of cultural differences, then we need to understand them." ■

Tourisme

ILEMAURICE TOURISME

Emirates renouvelle son soutien à l'industrie du tourisme de l'île Maurice

27 Avril 2016 - Emirates, la plus grande compagnie aérienne internationale du monde, a renouvelé aujourd'hui son soutien pour promouvoir conjointement le tourisme à Maurice en étendant son accord de commercialisation mondial (MoU) avec la Mauritius Tourism Promotion Authority.

Le protocol d'accord a été signé par Orhan Abbas, Senior Vice President, Commercial Operations for Africa d'Emirates et Arnaud Martin, Président de la Mauritius Tourism Promotion Authority, en présence de Kevin Ramkaloan, Directeur et Chief Executive Officer de la Mauritius Tourism Promotion Authority en présence de Thierry Antinori, Executive Vice President and Chief Commercial Officer, d'Emirates. La signature a eu lieu en marge du Arabian Travel Market 2016.

« L'île Maurice est une destination très importante pour Emirates, ce qui explique pourquoi nous renouvelons notre engagement à promouvoir les différentes attractions de l'île à travers notre réseau mondial. Durant l'année financière 2015-16, Emirates a transporté plus de 380,000 passagers vers et de Maurice » a déclaré Orhan Abbas. *"Nous allons développer une série d'activités conjointes en collaboration avec l'office du tourisme de l'île Maurice visant à accroître la visibilité de la destination auprès de nos clients. Nous croyons sincèrement que ce partenariat est bénéfique pour les deux parties et nous sommes confiants que les résultats positifs seront visibles à court terme, »* a-t-il ajouté.

« Je suis ravi d'être le signataire du nouvel accord entre la MTPA et Emirates. Cela nous permettra de capturer une plus grande part des marchés existants ainsi que de conquérir de nouveaux marchés. Notre partenariat avec Emirates est inestimable et contribue plusieurs points au PIB mauricien. La contribution d'Emirates à l'avancement de notre industrie touristique est indéniable et leur engagement à l'île, avec les deux A380 par jour, est total. Nous entretiendrons une relation encore plus forte et plus dynamique avec Emirates pour notre bénéfice mutuel. Nous accueillons positivement la décision d'Emirates d'allouer une capacité supplémentaire à notre île pendant notre basse saison. Choisir le bon partenaire est au cœur de notre stratégie d'affaires ", a déclaré Arnaud Martin.

Plusieurs activités marketing seront entreprises telles que la participation à des foires commerciales et 'tourism trade shows' ainsi que des voyages de familiarisation, des présentations de produits et des ateliers, entre autres.

En 2015, plus de 1,1 million de touristes ont visité l'ile Maurice; et les principaux marchés de la destination étant la France, Réunion, Royaume-Uni, Afrique du Sud, la Chine, l'Allemagne et l'Inde.

Emirates a débuté ses opérations à Maurice en Septembre 2002, avec trois vols hebdomadaires. Le service quotidien de l'A380 a été lancé en Décembre 2013 alors que le double service quotidien a été introduit en Octobre 2014, suite à une forte demande pour l'avion-phare d'Emirates sur cette route. Les A380 opérant à l'île Maurice ont une capacité de 517 passagers, dont 14 luxueuses 'First Class Suites' privées, 76 lits inclinables en Classe Affaires et 427 sièges spacieux en Classe Economique.

Emirates dispose d'une flotte de plus de 250 avions et dessert plus de 150 destinations à travers six continents.

Photo:

http://www.ilemaurice-tourisme.info/info/Emirates-renouvelle-son-soutien-l-industrie-du-tourisme-de-lle-Maurice-239.html